



Cyclones, émeutes de la faim... un pays qui vit au rythme des crises

Haïti dépend de l'aide mondiale et du soutien financier des migrants

Saint-Domingue
Correspondant

Le séisme qui a frappé Haïti, mardi 12 janvier, touche l'un des pays les plus pauvres du monde déjà mis à l'épreuve en 2008 par une série de cyclones dans lequel plusieurs milliers de personnes avaient péri. La destruction des routes, des maisons et des infrastructures économiques avaient alors été chiffrée à près de 15% de la richesse nationale.

En 2008, Haïti avait aussi été un des pays les plus affectés par le renchérissement mondial des prix des matières premières et du pétrole. De violentes émeutes de la faim avaient secoué la capitale Port-au-Prince et d'autres villes de province, provoquant la chute du gouvernement du premier ministre Jacques-Edouard Alexis et le ralentissement des décaissements de l'aide internationale dont le pays reste très dépendant.

La liste des peines devait encore s'allonger avec la crise financière internationale. Non que celle-ci ait affecté directement ce pays peu intégré à l'économie mondiale, mais les flux d'argent envoyés par les Haïtiens émigrés aux Etats-Unis et au Canada se sont contractés.

12 000 Haïtiens quittent chaque année leur pays selon un récent rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) qui pointe le rôle vital de l'émigration. En 2008, 1,8 milliard de dollars (1,24 milliard d'euros) ont été rapatriés dans le pays grâce aux migrants, deux fois plus que l'aide internationale.

Contexte politique instable

2009 avait marqué un certain retour à la normale avec l'amélioration de la production agricole et la reprise des exportations de textiles. La croissance s'était légèrement redressée (environ 2%) et l'inflation avait fortement baissé (5,1%). Sans permettre de faire reculer la pauvreté dans ce pays où 76% de la population survit avec moins de 2 dollars (1,3 euro) par jour. En 2009, Haïti est passé du 146^e au 149^e rang sur 182 pays du classement du développement humain dressé par le PNUD. Les récoltes plus abondantes ont toutefois fait baisser le nombre de Haïtiens en situation « d'insécurité alimentaire » de 3,3 millions fin 2008 à 1,9 million.

Les principaux bailleurs de fonds ont annulé 930 millions d'euros de créances, plus de 70% de la dette extérieure et se sont engagés

à fournir 216 millions d'euros sur deux ans pour financer le plan de réduction de la pauvreté du gouvernement. Ses priorités sont la création d'emplois dans les travaux d'infrastructure, la relance de l'agriculture, la santé, l'éducation et la protection de l'environnement.

Ce séisme intervient dans un contexte politique instable alors que des élections législatives puis présidentielles doivent avoir lieu cette année. Le premier ministre, Michèle Pierre-Louis, a été destituée fin octobre par un vote de censure du Sénat et remplacé par Jean-Max Bellerive, le ministre de la coopération du gouvernement sortant. Ce remaniement est intervenu après des élections partielles contestées au printemps 2009. Les relations avec la République dominicaine voisine se sont dégradées à la suite de l'assassinat de plusieurs sans-papiers haïtiens.

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, et la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, se sont rendus dans l'île dernièrement. Le mandat de la mission de stabilisation des Nations unies en Haïti (Minustah) comptant 7 000 militaires et 2 000 policiers a été prolongé d'un an à la mi-octobre. ■

J.-M. Ca.